



Intervention de François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France aux rencontres économiques d'Aix-en-Provence, dimanche 3 juillet 2016

Quelle forme aura demain la puissance d'un pays ?

Notre sujet invite à tous les espoirs, dans ce matin d'Aix. Je vais parler comme responsable public, mais aussi comme Français de toutes mes tripes, et comme Européen. Je veux dire en six minutes quatre convictions : ce qui fera la puissance d'un pays, c'est sa force économique bien sûr, mais aussi son rapport à la vérité, son ambition, et enfin son unité.

1. Ce qui fera la puissance d'un pays, c'est d'abord la force de son économie et de ses entreprises. Bien sûr, l'histoire et les valeurs comptent, la culture et l'art comptent, la projection militaire compte. Mais rien ne dure sans puissance économique : cf Chine dans le monde et Allemagne en Europe aujourd'hui.

Et il y a des succès économiques en Europe, en zone euro : parmi les 34 pays développés de l'OCDE, la première croissance en 2015 c'est l'Irlande à près de 8% (et Espagne à plus de 3%) ; la plus faible dette publique c'est l'Estonie à 6% ; le second plus faible chômage des jeunes c'est l'Allemagne à 7% ; le meilleur score PISA en sciences, la Finlande. Deux leçons : (i) l'ennemi du succès, ce n'est pas l'Europe, c'est le statu quo et l'absence de réformes (ii) la politique des pays fait une vraie différence même à l'intérieur de l'Europe et donc il n'y a aucune fatalité à ce que l'euro soit un anesthésiant.

2. Ce qui fera la puissance d'un pays, c'est sa capacité à se dire la vérité. Deux tentations opposées aujourd'hui :

- le mensonge "par le haut" de l'illusion lyrique. C'est l'enseignement britannique du réveil douloureux post-Brexit : le référendum n'a pas fait disparaître le réel. À court terme, les défis contraires inflationniste (du fait de la chute de 11 % de la Livre) et récessif (croissance plus basse, du fait du choc d'incertitude qui pèse sur les investissements) créent un dilemme difficile pour la politique économique et monétaire. Au-delà, risque de l'isolement : il est souhaitable d'avoir avec le Royaume-Uni un nouvel accord européen selon les règles du marché unique. Mais il faut redire que s'il n'y avait pas un tel accord, il n'y aurait pas de passeport européen pour la City de Londres, ni de maintien des chambres de compensation.

- la tentation "par le bas" de l'autoflagellation et de la résignation : de ce côté-ci du Channel, n'oublions pas les atouts de la France (dont la jeunesse la plus nombreuse d'Europe) et de l'Europe : sa monnaie et son modèle social.

3. Mais pour transformer ces deux atouts en puissance, il faut aussi l'ambition :

(i) nous avons construit une monnaie reconnue dans le monde et soutenue par 68% des citoyens de l'euro. N'ayez aucun doute que nous sommes tous au Conseil des gouverneurs déterminés à conforter cet actif collectif. Mais deux propositions pour aller plus loin :

- Une Union de financement et d'investissement qui mobilise les 300 Mds€ d'excédent d'épargne européenne sur certains investissements publics (y compris dans l'éducation et apprentissage transfrontières, par un Erasmus Pro pour les jeunes moins qualifiés : plan Juncker +) et surtout vers les fonds propres dont l'économie d'innovation a besoin. C'est notre grand retard par rapport aux États-Unis : les fonds propres des entreprises y représentent 120% du PIB, contre seulement 50% en zone euro.

- Un ministre des finances de la zone euro pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie collective de croissance, sur les politiques budgétaires et de réformes structurelles, en relais de la politique monétaire qui fait déjà beaucoup.

(ii) un modèle social partagé, défini par un haut niveau de services publics et moins d'inégalités, le tout bien mesurable. Ce n'est pas le moment d'en avoir honte, quand le populisme américain ou anglais se nourrit du sentiment d'inégalités, et quand les pays émergents aspirent à ce modèle. Mais fierté ne veut pas dire immobilisme, particulièrement pour nous Français : ce modèle social européen n'est pas condamné à nous coûter dix points de PIB de plus que les autres, ni à produire deux fois plus de chômage qu'en Allemagne. Alors notre ambition de puissance à nous pour le 21^e siècle, ce pourra être de réconcilier modèle social européen et compétitivité économique...et ainsi "civiliser la mondialisation" (P. Lamy).

4. Ce qui fera enfin la puissance d'un pays, c'est son unité : "toute puissance est faible à moins que d'être unie" (La Fontaine, "Le vieillard et ses enfants"). Nous devons dépasser notre préférence gauloise pour la division, dans une mobilisation collective pour les réformes comme nous savons le faire une fois par génération (1958 et le plan Rueff ; 1985-2000 et la qualification à l'euro). Une étape essentielle en est que le prochain Président de la République, quel qu'il soit, soit élu sur un programme, avec un mandat clair de réformes.